



DEPARTEMENT DU MAINE-ET-LOIRE
ARRONDISSEMENT DE SAUMUR

COMMUNE DE NOYANT-VILLAGES

Envoyé en préfecture le 11/03/2026
Reçu en préfecture le 11/03/2026
Publié le
ID : 049-200070050-20260302-D_2026_030-DE



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-six, le lundi deux mars, le conseil municipal de la commune de NOYANT-VILLAGES dûment convoqué par Monsieur le Maire le vingt-quatre février deux mil vingt-six, s'est assemblé en séance ordinaire sous la présidence de Monsieur Adrien DENIS, Maire de la commune de NOYANT-VILLAGES.

Nombre de membres en exercice : 46
Nombre de pouvoirs : 5

Nombre de membres présents : 31
Nombre de votants : 36

ÉTAIENT PRÉSENTS : DENIS Adrien, LASCAUD Raymond, BOULY Michèle, GEORGET Jean-Marie, BORDEAU Sylvie, CHAUSSEPIED Jean-Claude, LABBÉ Céline, LESPAGNOL Roger, DAVEAU Jean-Pierre, BOURDEL Gilbert, FRETTE Chantal, METIVIER Annie, GIRARD Dominique, LORET William, RABINEAU Guy, RABOUAN Chantal, BARDET Thierry, JUNAUX Véronique, CONSTANTIN Martine, PROULT Philippe, BOUTRUCHE Nathalie, DUPERRAY Frédéric, COUINEAUX Patrice, SAMEDI Sylvie, DOUAIRE Richard, GAILLARD Claude, MUSSAULT Benoît, TOURNEUX Yannick, BUSSONNAIS Franck, DUPIN Tony, PLATON Aurélie.

ÉTAIENT EXCUSÉS: ROHMER Michèle, DELARUE Marie-Josèphe, LEMARCHAND Daniel, BUFFARD Ghislaine, SENAND Jean-Yves, TAVEAU Chantal, CHASLE Henri, MARCHESSEAU Éric, LOUIS Delphine, MARTINEZ Natacha,

ÉTAIENT ABSENTS : GENDARME Samuel, DAVEAU Mélinda, BIGOT Murielle, MORTREAU Guillaume, CHEVALLIER Déborah.

Mme METIVIER Annie est élue secrétaire de séance
La séance est ouverte à 20h00.

Délibération n°D-2026-030 portant sur la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme : décision relative à l'Évaluation environnementale.

Rapporteur : M. Jean-Claude CHAUSSEPIED

Il est exposé,

La Modification de droit commun n°1 du PLU de Noyant-Villages n'est pas soumise à Evaluation environnementale d'office. Elle a donc fait l'objet d'un « examen au cas par cas » au titre de l'article R.104-33 du Code de l'Urbanisme.

La saisine de l'Autorité environnementale s'est effectuée dans les conditions prévues aux articles R.104-34 à R.104-37 du Code de l'Urbanisme.

Par avis conforme n° PDL 008216 / KK AC PLU du 14 janvier 2026, l'Autorité environnementale a rendu sa décision : la Modification de droit commun n°1 du PLU de Noyant-Villages n'est pas soumise à Evaluation environnementale.

Conformément à l'article R.104-33 du Code de l'Urbanisme, le Conseil Municipal est appelé, au vu de cet avis, à prendre une décision relative à la réalisation ou non d'une évaluation environnementale.

Il est proposé au Conseil Municipal de :

-de décider que la Modification de droit commun n°1 du PLU de Noyant-Villages ne fera pas l'objet d'une Evaluation environnementale.

- de dire que, conformément à l'article R.153-20 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité et d'information prévues à l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme :

Affichage pendant un mois en mairie de Noyant-Villages ;

Publication au Recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, dans la mesure où il s'agit d'une délibération du Conseil Municipal d'une commune de 3 500 habitants et plus.

Ces formalités de publicité mentionneront le ou les lieux où le dossier peut être consulté.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer.

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité, le Conseil Municipal DECIDE :

-de décider que la Modification de droit commun n°1 du PLU de Noyant-Villages ne fera pas l'objet d'une Evaluation environnementale.

- de dire que, conformément à l'article R.153-20 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité et d'information prévues à l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
Pour copie certifiée conforme,
Au registre sont les signatures,
A Noyant-Villages, le 02 mars 2026,

La Secrétaire de séance
Annie METIVIER



Le Maire,
Adrien DENIS



Le Maire sus signé certifie le caractère exécutoire de la présente délibération publiée et affichée le 06-03-2026

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes (6, allée de l'île Gloriette - CS 24111 - 44041 NANTES Cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.